

Gilles Le Gendre, président du groupe LREM à l'Assemblée nationale « Il n'y aura pas de "grand soir" »

PROPOS RECUEILLIS PAR SARAH PAILLOU
LE JDD

ÉRIC GARULT/PASCOANDCO POUR

POUR LE NUMÉRO UN DES DÉPUTÉS DE LA MAJORITÉ, LA RÉFORME DES RETRAITES POURRAIT ÊTRE « MISE DE CÔTÉ »

Loi sur la dépendance, énergies renouvelables... Gilles Le Gendre dessine sa vision de l'après-crise.

Quelles doivent être les priorités de la majorité pour l'après-crise ?

Nous ne savons pas quand la crise sanitaire finira ni dans quel état elle laissera notre économie. Penser l'« après » exige humilité et audace. Nous devons répondre aux aspirations à une réinvention de nos modèles, français, européens, mondiaux, mais résister aux vieilles lunes, comme l'acte de décès de la mondialisation. L'« après » ne sera pas l'« avant ». Mais il ne sera pas le « grand soir ».

Que proposez-vous ?

C'est le Président qui dessinera notre vision de l'« après ». Celle-ci pourrait s'inscrire dans un nouveau pacte républicain.

Quelle forme prendrait ce pacte ?

Il reposerait sur trois piliers : le redémarrage de l'économie, de nouvelles solidarités et protections, et la transition écologique. L'urgence, ce sera la réparation, mais elle s'accompagnera d'une refondation radicale : nous devons revoir nos équilibres politiques pour rassembler les Français ; et aussi changer notre manière d'associer ces derniers à l'action publique. Cet acte 3 du quinquennat pourra s'inspirer du grand débat national. Mais nous devons être plus ambitieux que dans l'acte 2, moins

contraints, et notre action revêtir plus de sens aux yeux de nos concitoyens. Par exemple pour renforcer notre souveraineté, en France et en Europe.

Comment construire ce pacte ?

En cherchant le consensus le plus large avec les forces politiques, les élus locaux, les syndicats, les associations et les citoyens. À l'Assemblée nationale, notre majorité devra faire prévaloir le compromis plutôt que l'affrontement. La réinitialisation des relations avec les partenaires sociaux s'imposait avant, c'est encore plus vrai après. La réforme des retraites a montré à quel point notre démocratie sociale est épuisée.

Doit-elle être abandonnée ?

Ce n'est pas à moi de le décider. Mais entre deux réformes utiles, il faudra toujours choisir celle qui rassemble les Français. Si elle empêche le pacte républicain de se conclure, la réforme des retraites devra être mise de côté.

Quelles seront les priorités demain ?

La relance de l'économie ! Qui n'est pas inconciliable avec l'accélération de la transition écologique : par exemple, le développement des énergies renouvelables ou la rénovation à grande échelle des bâtiments. L'hôpital – c'est acté – bénéficiera d'un plan d'investissement massif. Mais ce n'est pas qu'affaire d'argent. Nous devons poursuivre la réforme déjà engagée du système de santé.

Quelles réformes prévues avant la crise peuvent être conservées ?

Une loi sur la dépendance, à laquelle notre groupe est très attaché, illustrerait parfaitement les nouvelles solidarités.

Abandonnez-vous l'objectif de maîtrise des dépenses publiques ?

Évidemment, les déficits explosent ! C'est le prix à payer pour sauver notre économie. La machine ne redémarrera qu'avec la reprise des investissements et de la consommation, ce qui interdit d'alourdir les impôts. Nous devons aussi défendre le pouvoir d'achat de ceux qui ont le plus souffert pendant la crise. Ce n'est pas nous renier : chaque euro dépensé sera investi pour reconstruire notre futur.

Qu'attendez-vous de l'intervention d'Emmanuel Macron demain soir ?

Les Français affrontent de grands drames. Nous souhaitons être rassurés et nous unir autour d'un projet collectif. Notre dépassement : c'est à quoi le Président consacre toute son énergie, tout son courage.